

Référence : C.N.56.2015.TREATIES-XXI.6.a (Notification dépositaire)

ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA  
CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER DU 10  
DÉCEMBRE 1982

NEW YORK, 28 JUILLET 1994

CANADA : COMMUNICATION <sup>1</sup>

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

L'action susmentionnée a été effectuée le 16 janvier 2015.

(Traduction) (Original : anglais)

La Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ainsi qu'à la communication du Secrétaire général y relative, datée du 6 janvier 2015 (C.N.16.2015.TREATIES-XXI.6.a). La Mission permanente du Canada note que ladite communication a été faite par le Secrétaire général agissant en sa qualité de dépositaire de l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La Mission permanente du Canada note que le dépositaire a un rôle technique et administratif et qu'il appartient aux États parties à un traité, et non au dépositaire, de se prononcer sur toute question de droit soulevée par les instruments circulés par ce dernier.

À cet égard, la Mission permanente du Canada note que la « Palestine » ne possède pas les attributs d'un État au regard du droit international et n'est pas reconnue comme tel par le Canada. Afin d'éviter toute ambiguïté, la Mission permanente du Canada tient dès lors à énoncer sa position concernant l'adhésion présumée de la « Palestine » à l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à savoir que la « Palestine » n'a pas qualité pour adhérer à cette convention, et que l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer n'entre pas en vigueur ni n'affecte les relations conventionnelles du Canada eu égard à l'« État de Palestine ».

Le 23 janvier 2015



<sup>1</sup> Voir notification dépositaire C.N.16.2015.TREATIES-XXI.6.a du 6 janvier 2015 (Consentement à être lié : État de Palestine).

À l'attention des Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Elles sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'inscrire aux "Services automatisés d'abonnement" pour recevoir les notifications dépositaires par courrier électronique, qui sont également disponibles à l'adresse <https://treaties.un.org>.